

PROPOS D'UN BRETON

1. Après Munich.

Nous devons considérer l'accord de Munich avec sang-froid, mais avec clairvoyance. Il est entendu que cet accord, qui a préservé momentanément le monde d'une guerre effroyable où toute la civilisation occidentale risquait de s'effondrer, a eu pour raison profonde l'insuffisance des armements français et anglais. L'Angleterre, en particulier, n'a pas voulu courir le risque d'une conflagration générale dans l'état où se trouvaient ses forces militaires et aériennes. Il était impossible pour la France de passer outre aux hésitations anglaises. C'est à mon sens ce qu'il faut se dire lorsqu'on veut juger la politique de MM. Daladier et Bonnet. Il est trop facile de les accabler maintenant que le danger est passé. Ce qu'il faut, c'est rendre impossible le retour de pareilles heures et d'une autre défaite diplomatique, par l'union morale du pays, par la discipline de la nation, par la puissance de nos armements.

Nous avons perdu l'Europe centrale.

En abandonnant la Tchécoslovaquie à son dramatique destin et aux entreprises de la force allemande, nous avons signé notre abdication dans cette partie de l'Europe. Les peuples de l'orient européen — Pologne, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie — se tournent vers l'axe Berlin-Rome. Mais les peuples patients et forts savent trouver leurs revanches dans l'imprévu du destin et les oscillations mêmes de la politique. Il suffit de nous armer et d'attendre. Les dictatures connaîtront des heures difficiles. La rude poussée de l'Allemagne vers les Balkans n'ira pas sans quelques résistances des peuples menacés par une ambition qui ne connaît plus de limites. L'heure est

peut-être plus proche qu'on ne le croit de ces retours de la fortune et de ces revanches imprescriptibles du droit.

Sachons attendre.

Cependant, il ne faut pas abdiquer. La résistance actuelle des Démocraties à l'axe Berlin-Rome-Tokio doit se concrétiser en Espagne et en Chine. La victoire du Japon en Chine et de l'Italie en Espagne marquerait, après celle de l'Allemagne en Europe centrale, le déclin irréparable d'une civilisation qui a ses faiblesses, mais qui a sa grandeur et dont l'idée de liberté demeure le ferment. Ni l'Angleterre, ni la France ne peuvent laisser succomber l'Espagne républicaine sous les bombes italiennes et les obus allemands. Il ne s'agit pas d'une guerre idéologique. Il s'agit pour la France de la frontière des Pyrénées ; il s'agit pour l'Angleterre de la route des Indes et de ses communications en Méditerranée.

Sans avoir sur notre avenir de grande nation les mêmes conséquences directes, la conquête de la Chine par le Japon serait une menace pour l'Indo-Chine. Elle serait une menace non moins grave pour les Indes anglaises. Mais, ici, intervient un autre facteur. Je veux parler des Etats-Unis d'Amérique, qui ne sauraient voir sans inquiétude l'Empire du soleil levant étendre sa domination sur les côtes lointaines de l'Océan Pacifique et devenir le maître incontesté des marchés asiatiques.

Que ce soit en Europe, que ce soit en Asie, un même intérêt financier, industriel, commercial et spirituel rapproche ainsi les unes des autres les trois grandes Démocraties. Leur volonté, unie dominerait le monde, imposerait la paix à ceux qui ne connaissent que les droits de la force et sauverait la civilisation blanche des désastres qui la menacent. Mais il faudrait vouloir. Les hommes qui

commandent aux Démocraties manquent à la fois d'imagination et de volonté. On demeure surpris et effrayé de voir leur perpétuel recul devant les entreprises hitlériennes, mussoliniennes ou japonaises. Je ne crois pas qu'il y ait à cet égard quelque chose de plus pénible et de plus douloureux que le mensonge de la non-intervention en Espagne, qui permet toutes les lâchetés à l'Occident pendant que le fascisme agit et que les républicains meurent.

Je sais bien que tout le monde craint la guerre et que les chefs d'Etat responsables ont le légitime souci d'en détourner de leurs peuples l'immense horreur. Je sais bien qu'une guerre européenne dépasserait en souffrances collectives et en atrocités individuelles tout ce qu'on a vu et tout ce que l'on peut imaginer. Je sais bien que la guerre appellerait sur le monde une ère de convulsions sociales qui risquerait d'être la mort de notre civilisation.

Je sais tout cela et je sais bien autre chose.

Mais je me demande s'il suffit de craindre la guerre pour garder la paix et si la peur même de la guerre n'est pas une prime à l'agression.

Dans tous les cas, l'heure n'est ni au désarmement, ni aux querelles intestines. En face d'un destin qui se fait de plus en plus tragique, les Démocraties se doivent de demeurer fortes, unies, disciplinées. Et la France, qui risque d'être une fois encore le champ de bataille des Nations, doit entre toutes se montrer vigilante, forte par ses armes et par son travail, moralement et spirituellement unie à l'intérieur par dessus les passions partisanses qui sont la justification des régimes libres et, quelquefois, leur rançon.

Yves Le Febvre.

Le Citoyen, 11 novembre 1938

2. Bourrasques sur l'Europe.

A l'heure même où MM. Georges Bonnet et von Ribbentrop signaient l'importante déclaration franco-allemande par laquelle les deux Gouvernements, « partageant pleinement la conviction que des relations pacifiques et de bon voisinage entre la France et l'Allemagne constituent l'un des éléments essentiels du maintien de la paix générale », constataient « qu'aucune question d'ordre territorial ne demeurait en suspens » et reconnaissaient « solennellement, comme définitives » leurs frontières actuelles. M. Duff Cooper, ancien premier lord de l'amirauté anglaise, exposait au théâtre des Ambassadeurs, à Paris, devant un public nombreux, les raisons qui l'avaient amené à donner sa démission, du ministère de M. Chamberlain, au lendemain des accords de Munich.

On sait que M. Duff Cooper est, avec M. Eden et M. Winston Churchill, parmi les hommes politiques anglais que le chancelier Hitler a frappés d'interdit.

Le discours de M. Duff Cooper fut bref, énergique et courageux.

Il ne laisse aucune place aux illusions qui risqueraient de nous conduire à la guerre, de déception en abdication.

Il est, par ailleurs, d'une hauteur de vues qui console des banalités et des faiblesses verbales où se complaisent trop d'hommes politiques chez nous et à l'étranger.

J'y ai noté, dans une trop courte analyse de presse, un passage remarquable, qui me fait regretter de n'avoir pas sous les yeux le texte même de M. Duff Cooper.

Après avoir tracé un saisissant tableau des anciennes civilisations qui, parvenues à un certain degré de perfection, ont été détruites, il a ajouté : « Les destructeurs ont toujours été d'une espèce

inférieure ; la civilisation la plus élevée périclète inévitablement sous les coups de la civilisation la plus basse ». Et après avoir évoqué le long et douloureux effort de l'humanité pour reconstruire la civilisation sur les ruines de Rome et d'Athènes, il a posé la question nécessaire, en ces termes : « *Notre civilisation sera-t-elle détruite à son tour par les Barbares ?* » C'est bien le problème, — le vrai problème. M. Duff Cooper s'est alors livré à une analyse très poussée des raisons pour lesquelles les civilisations « les plus basses » peuvent l'emporter sur « les plus hautes ». Plus une race est civilisée, pense-t-il, plus elle tend à produire des espèces différentes. C'est aux races les plus élevées que s'applique le mot de Térence : « Autant d'hommes, autant d'opinions ». C'est, à la fois, la richesse et la faiblesse des démocraties qui répugnent à la guerre et aux lois brutales de la force. « Chez les sauvages, dit M. Duff Cooper- et il y en a en Europe- c'est le contraire. On leur a appris à regarder la guerre comme une aventure glorieuse, alors qu'aux yeux des civilisés elle est l'image même de la destruction. Le respect de la vérité oblige à déclarer que certains régimes sont les ennemis de la civilisation ».

Et faisant allusion au pacte franco-allemand qui vient d'être signé deux mois après la déclaration anglo-allemande de Munich, si décevante, M. Duff Cooper se demande quelle confiance il convient d'accorder à la politique hitlérienne et à la signature de l'Allemagne.

« Il serait mal, après les expériences passées, ajoute-t-il, de fonder sur de tels espoirs ou de telles promesses les politiques de la France et de la Grande-Bretagne... La paix ne peut être sauvée que si l'Angleterre et la France restent unies, opposant à l'agresseur une barrière si formidable qu'elle soit inattaquable... »

Pour illustrer ce grave avertissement, à l'heure où notre pays pourrait s'endormir dans la satisfaction du pacte franco-allemand, M

Mussolini a chargé le comte Ciano de souffler sur les illusions françaises. On connaît le discours de ce dernier et l'accueil des députés fascistes, debout sur les gradins, le bras tendu à la romaine et réclamant à grands cris la *Corse et la Tunisie*.

M. von Ribbentrop n'avait pas encore quitté le sol français ; l'encre des signatures échangées au quai d'Orsay n'était pas encore sèche. L'entente des gouvernements allemand et italien est trop intime pour qu'on puisse penser un moment que cette manifestation irrédentiste n'ait pas été préparée, par le comte Ciano, en plein accord avec le chancelier Hitler.

Ainsi se succèdent et se renouvellent les bourrasques.

La Corse et la Tunisie ont, d'ailleurs, réagi avec vigueur et avec patriotisme contre les prétentions italiennes. M. Chamberlain a solennellement affirmé l'identité des intérêts français et anglais en Méditerranée. M. Bonnet a non moins solennellement déclaré que la France ne céderait jamais un pouce de son territoire à l'Italie.

Une fois de plus, l'Italie joue un jeu de dupe.

Personne ne la prend au sérieux.

Mais, pendant ce temps, l'Allemagne qui se trouve avoir les mains libres à l'ouest, après la signature de son accord avec la France, poursuit résolument sa politique de conquête ou d'expansion vers l'est. Après le pays des Sudètes, elle est bien décidée à prendre Memel, Dantzig et le Sleswig Danois. Ni la Lithuanie, ni le Danemark ne sont de taille à lui résister. N'ayant pas fait la guerre pour la Tchécoslovaquie, nous ne la ferons évidemment pas pour Memel, pour le Sleswig ou pour Dantzig. Les jeux sont faits, la partie est gagnée d'avance.

Mais voici que par delà la Tchécoslovaquie vassalisée, l'ombre gigantesque du Reich s'allonge vers les riches greniers de l'Ukraine.

Nous sommes aux mois noirs.

Des bourrasques passent sur la mer. Une tempête nouvelle menace le monde dans la folie des hommes cruels, brutaux et sanguinaires qui se sont emparés du pouvoir en Allemagne et qui sont pareils à ces vieux dieux de la Germanie qu'aucun sacrifice humain ne pouvait jamais apaiser.

Yves Lefebvre

Le Citoyen, 23 décembre 1938
